

enoromi

la magazine



Général Brice Clotaire
OLIGUI NGUEMA

10

*Le Gabon à l'aube
d'une nouvelle ère!*

+
ÉCONOMIE

*Dette intérieure &
Économie nationale :
Le CTRI s'engage.*

ENQUÊTE

*Finances : Coup d'État et
inquiétudes sur la solvabilité du
Gabon.*

MAGAZINE GRATUIT



**SCANNEZ
LE QR CODE**

*Pour plus de contenu
sur notre site web
www.enoromi.com*

Eau potable:

- plus de 27 forages hydrauliques urbaines réalisés

Éclairage public:

- plus de 200 candélabres solaires de type LED

Éducation :

- 3 écoles pré primaires et primaires réhabilitées

- Plus de 300 kits scolaires ,
- plus de 200 didactiques ,
- plus de 900 élèves ont bénéficié des frais de scolarité.

Santé :

- plus de 300 moustiquaires imprégnées ont été distribuées aux jeunes filles mères et aux femmes de 3 eme âges .
- un montant de 500 milles francs alloué pour l'achat des médicaments.

Infrastructure:

- plus de 50 km de voirie urbaines / voies secondaires réaménagées

Cohésion sociales:

- plus de 100 associations de femmes et de jeunes soutenues



Depuis 2011, nous bâtissons **un avenir durable**, en valorisant nos ressources **tout en préservant l'environnement** et en **soutenant les communautés locales.**

Boulevard de l'Indépendance,
Libreville, Gabon



Directeur de publication

Dorine Henry M.

Rédacteur en chef

Seif Mostley

Graphisme & maquette

Davy MEGNIE  Think different

Webmaster

Simon Steven OBAME

Photographies

Willy Photographie

Régie publicitaire

Prestige Com Premium
Téléphone : +241 77 65 75 75

Équipe de rédaction

Jean Paul Augé OLLOMO
Griffin ONDO
Brice GOTOA

Tirage mensuel

5000 exemplaires

Imprimé par

Services Prestiges International

Points de distribution

À Libreville

Spa Yacine
La Maison de Lulu
Urban FM

Oyem

Hôtel Marguerite

A participé

Mikel DOUSSENGUI

Suivez-nous également sur les
réseaux sociaux

@Enoromi Magazine



ÉDITO

NOTRE ESSOR VERS LA FÉLICITÉ !

« C'est enfin notre essor vers la félicité. » Cette phrase prononcée deux fois de suite dans le refrain de notre hymne national, La Concorde, est devenue la signature du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). Elle conclut chacun de ses communiqués, y compris les discours officiels du président de la Transition, le Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA. Mais qu'est-ce donc « la félicité » à laquelle aspire tant le peuple gabonais qui semble en avoir été privé ces dernières années ?

Sous la coupe du colonialisme français jusqu'à son indépendance en 1960, le Gabon, par la plume et par la voix de Georges Damas Aleka, auteur-compositeur de La Concorde, sonnait déjà 63 ans plus tôt l'heure d'un mieux-être et d'un mieux-vivre pour ses compatriotes et lui-même. « Enfin », les Gabonais dans leur totalité et d'où qu'ils soient devaient connaître le bonheur, la sérénité et une paix durable. C'est du moins ce qu'ils espéraient. Ont-ils seulement expérimenté cette félicité ces six dernières décennies ? On est en droit d'en douter. La prise de responsabilités des forces de défense et de sécurité, le 30 août 2023, est d'ailleurs là pour témoigner de ce que les aspirations du peuple n'ont que très peu été entendues et traduites dans les faits. Dès lors, doit-on croire en l'ambition du CTRI ou s'agit-il d'un simple slogan ?

Serait-ce vraiment « enfin notre essor vers la félicité » ? « Le temps heureux rêvé par nos ancêtres » est-il véritablement en passe d'ar-

river chez nous ? Beaucoup y croient. On veut y croire. On en a les ressources.

« Nous allons nous atteler à donner à tous des raisons d'espérer à une vie meilleure », promettait le 4 septembre 2023 le Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA lors de la prestation de serment qui l'officialisait en tant que nouvel homme fort du Gabon. Pour ce faire, il s'était notamment engagé, aux côtés du gouvernement et du Parlement de transition, à mener des réflexions puis à œuvrer en vue de « changements profonds » dans la

vie des Gabonais, dont certains n'en peuvent plus d'attendre.

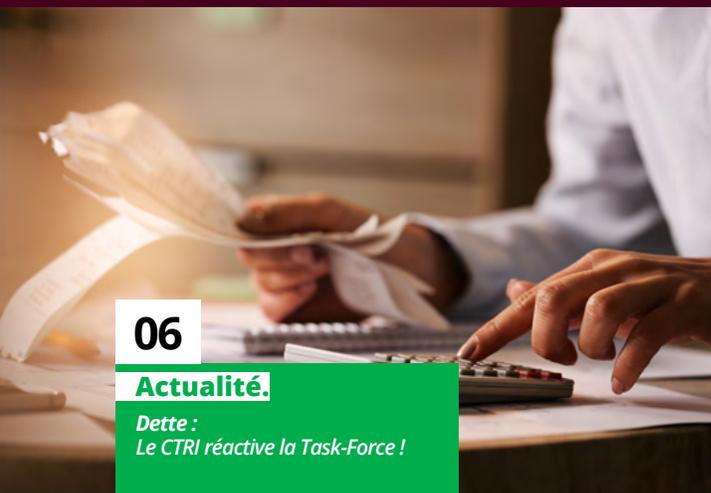
Les questions d'approvisionnement en eau potable et en électricité, le chômage des jeunes et la santé sont autant de préoccupations exprimées depuis de longues années par les populations. Le CTRI, qui semble en avoir conscience, est vivement attendu sur le terrain des réalisations. Son chef

de file a d'ores et déjà annoncé le rétablissement de la bourse pour les élèves du secondaire, le financement de l'économie nationale avec les partenaires locaux et les institutions financières locales, le règlement de la dette intérieure et le paiement des pensions des retraités. C'est déjà un bon début vers « notre essor vers la félicité ». ●



Dorine Henry M.
Directrice de publication

Sommaire



06

Actualité.

Dette :
Le CTRI réactive la Task-Force !

ACTUALITÉS

06 Dette :

Le CTRI réactive la Task-Force !

07 Gabon - CEEAC :

Le Président Touadera en facilitateur à Libreville.

08 Patronat :

La Fédération des entreprises du Gabon aux côtés du CTRI.

09 Industrie :

Quid de l'absence d'un ministère dédié dans le Gouvernement de transition ?

PUBLIREPORTAGE

18 OLIGUI NGUEMA :

Un politique en uniforme ?

ENQUÊTE

20 Finances :

Coup d'état et inquiétudes sur la solvabilité du Gabon.

DOSSIER

24 Pétrole :

Les opérateurs à l'épreuve du changement de régime politique.



10

A la Une.

Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

**Le Gabon à l'aube d'une
nouvelle ère!**

Porté à la tête du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) 24 heures après le coup d'État opéré le 30 août 2023 à la suite de l'annonce des résultats des élections générales controversées organisées quatre jours plus tôt, le Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA est peu connu du grand public. Bien que son visage apparaissait sur la plupart des photos du président déchu, Ali BONGO ONDIMBA, lors de ses déplacements officiels, peu de Gabonais savent qui est le très discret ex-patron de la Garde républicaine (GR). ENOROMI MAGAZINE vous propose quelques grandes étapes du parcours de cet officier devenu chef d'État.



20

Enquête.

Finances :
Coup d'état et inquiétudes sur la solvabilité du Gabon.



29

Economie.

Les grands chantiers de Mays MOUSSI.

ECONOMIE...

28 Dette intérieure et économie nationale : *Le CTRI s'engage.*

29 Les grands chantiers de Mays MOUSSI.

INVESTISSEMENT

32 Dette - Narure :
163 millions de dollars pour financer la conservation marine.

SOCIÉTÉ

38 L'eau, la CNSS et la CNAMGS :
Les grands chantiers de la Transition au Gabon.

INTERNATIONAL

36 Renversements militaires au Niger et au Gabon :
Similitudes et différences.



38

Société.

L'eau, la CNSS et la CNAMGS :
Les grands chantiers de la Transition au Gabon.



Gabon - CEEAC : **Le Président Touadera en** **facilitateur à Libreville.**



Le chef de l'État, Président de la transition, le Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA a fait ses premiers pas diplomatiques avec la réception du Président centrafricain Faustin Archange TOUADERA, mandaté par ses pairs de la CEEAC pour mener des pourparlers à la suite du renversement du régime d'Ali BONGO ONDIMBA.

Première visite d'un chef d'Etat étranger depuis le début de la transition

A peine installé dans ses nouvelles fonctions de Président de la Transition, le Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA n'a pas chômé. En effet, le Président du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI) a reçu la visite de son homologue centrafricain Faustin Archange TOUADERA au lendemain de sa prise de fonction. Ce dernier qui avait été désigné facilitateur de la crise auprès des autorités du CTRI lors de la conférence extraordinaire des chefs d'Etats et de gouvernements le 4 septembre 2023 à Malabo en Guinée-Equatoriale,

était le premier chef d'Etat étranger à fouler le sol gabonais depuis le départ forcé d'Ali BONGO ONDIMBA du pouvoir. Arrivé en fin de matinée à Libreville pour une visite de 24 heures, le Président centrafricain a tout de suite été reçu avec les honneurs par le Président du CTRI à l'aéroport international Léon M'BA avant un entretien en tête à tête au Palais du bord de mer.

Rencontre avec l'ancien président et les leaders politiques de la plateforme Alternance 2023

Bien que rien n'ait filtré de cet entretien entre les 2 hommes d'Etat de haut rang, il faut néanmoins retenir que le Président Faustin Archange TOUADERA était venu s'entretenir sur les événements en cours au Gabon et s'assurer de l'état de santé de l'ancien Président Ali BONGO ONDIMBA. Ce dernier a pu rencontrer le facilitateur de la CEEAC dans l'après-midi avec lequel il a pu échanger en toute décontraction à sa résidence de la Sablière. Puis il a enchaîné une réunion avec les leaders de la plateforme Alternance 2023 et le candidat Albert ONDO OSSA dans la soirée. De source non autorisée, on aurait appris que les opposants à Ali BONGO ONDIMBA lui ont fait part de leur choix de privilégier la transition en cours

depuis une semaine afin de permettre au terme de celle-ci, l'organisation d'élections libres, transparentes et crédibles. Ces derniers ont donc fait savoir qu'un retour au pouvoir de l'ancien président était un processus irréversible et ont au contraire exhorté la CEEAC à s'assurer que les militaires respectent leurs engagements d'un retour à l'ordre constitutionnel.

Échanges avec les représentants de la société civile

Le lendemain, c'est au tour de la société civile d'être reçue par le facilitateur de la CEEAC. Au cours de cette rencontre, leurs représentants ont également exprimé leur foi à la transition actuelle dirigée par les militaires du CTRI et souhaité que leurs promesses de transformation de l'Etat et de ses institutions se transforment en actes concrets. C'est par la suite que le Président centrafricain Faustin Archange TOUADERA a clôturé sa visite en terre gabonaise par un ultime entretien avec le Président de la transition le Général Brice Clotaire avant de quitter Libreville en début d'après-midi. ●

Jean Paul Augé OLLOMO

Industrie : Quid de l'absence d'un ministère dédié dans le Gouvernement de transition ?

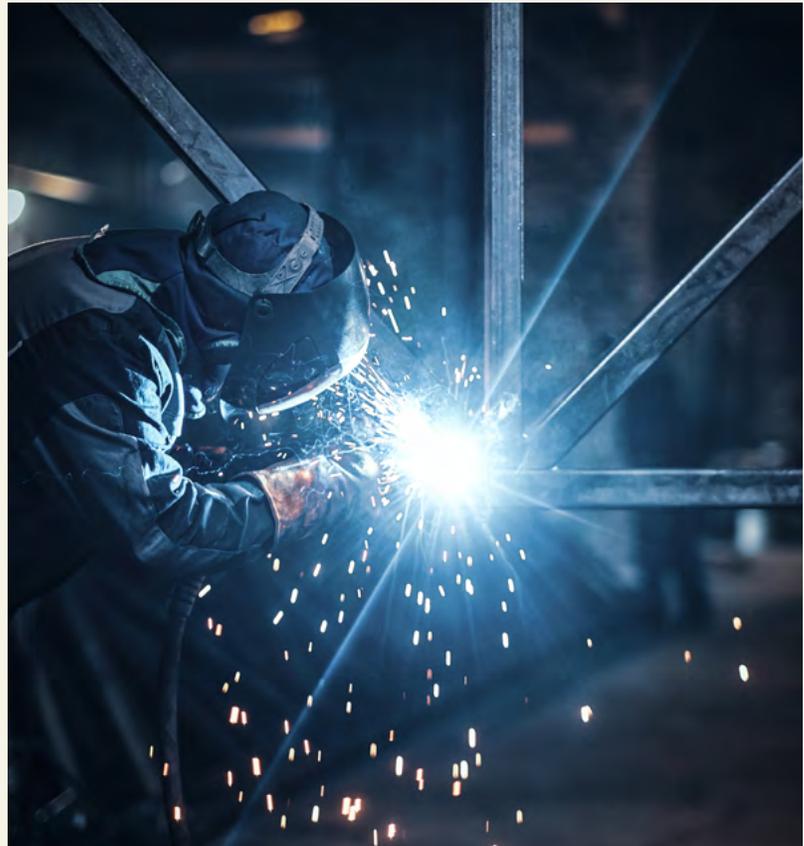


Dans la composition du gouvernement de transition, l'Industrie ne bénéficie pas d'un ministère à part entière. Elle fait désormais partie de celui en charge du Commerce. Cette situation pourrait affecter les ambitions de l'État gabonais dont la politique menée en la matière ces dernières années vise à développer le secteur afin de disposer d'un véritable tissu industriel compétitif et concurrentiel au sein de la ZLECAf. Pourquoi ce choix ?

Un secteur associé au Commerce

La remise « sur les bons rails » du Gabon passe par l'augmentation de la production des richesses qui, elle, passe par le développement industriel du pays. Si l'Industrie bénéficiait d'un ministère de plein exercice dans les différents gouvernements de l'ère Ali BONGO ONDIMBA, avec à sa tête messieurs Pacôme MOUBELE BOUBEYA (sous Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA) et Blaise LOUEMBE (sous Alain-Claude BILIE-BY-NZE), ce n'est manifestement pas le cas pour le gouvernement de transition dirigé par Raymond NDONG SIMA. Dans la composition gouvernementale qui a été rendue officielle le 9 septembre 2023, le département de l'Industrie est rattaché au ministère du Commerce, des PME/PMI, chargé des Activités génératrices de revenus. Une administration dont la gestion a échoué à Patricia DJIPANO.

Plusieurs opérateurs du secteur voient d'un mauvais œil cette recombinaison de l'architecture gouvernementale qui, selon eux, n'est pas de bon augure. Ils craignent que ce secteur ne bénéficie plus de l'attention qu'il mérite et dont il bénéficiait il y a encore quelques mois. L'État gabonais pourrait ainsi se dérouter de la politique menée en la matière ces dernières années et pour laquelle le projet ambitieux était connu : développer le secteur afin de disposer d'un véritable tissu industriel compétitif et concurrentiel au sein de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Faut-il rappeler aux autorités de la Transition l'importance et le rôle joué par les opérateurs économiques des différentes filières industrielles dans la production des richesses dans le pays ?



Une vision industrielle rendue floue

Les entreprises du secteur industriel opérant dans le bois, l'énergie ou l'agroalimentaire ont besoin d'un environnement qui prenne en compte leurs préoccupations quotidiennes afin de leur permettre d'évoluer en toute sérénité. Le fait, de rattacher l'Industrie au Commerce brouillera inévitablement la lisibilité de l'action gouvernementale dans ce qui représente pourtant un pôle stratégique de développement. Il aurait été plus judicieux de mettre en place un ministère qui aurait la charge exclusive du développement industriel du Gabon afin de lutter plus efficacement contre les obstacles qui parfois représentent un frein à l'attractivité des investisseurs.

Bien qu'il faille sérieusement réformer ce secteur afin de permettre l'arrivée de nouveaux acteurs, tout en facilitant l'émergence de champions industriels

100% gabonais, il y a cependant des initiatives issues de l'ancien régime qu'il faudrait absolument pérenniser. C'est notamment le cas des Journées de l'Industriel gabonais dont la dernière édition s'est tenue du 10 au 12 novembre 2022. Cet événement avait constitué une excellente vitrine pour valoriser les acteurs industriels gabonais qui, trois jours durant, avaient non seulement exposés leurs produits au grand public, mais également échangé avec les acteurs institutionnels du secteur sur les difficultés rencontrées dans leurs différentes activités. Espérons que l'actuelle ministre en charge de cette question, madame Patricia DJIPANO saura répondre efficacement aux préoccupations du secteur de l'industrie qui reste le principal moteur du développement économique du Gabon. ●

Jean Paul Augé OLLOMO



Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

Le Gabon à l'aube d'une nouvelle ère!

Porté à la tête du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) 24 heures après le coup d'État opéré le 30 août 2023 à la suite de l'annonce des résultats des élections générales controversées organisées quatre jours plus tôt, le Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA est peu connu du grand public. Bien que son visage apparaissait sur la plupart des photos du président déchu, Ali BONGO ONDIMBA, lors de ses déplacements officiels, peu de Gabonais savent qui est le très discret ex-patron de la Garde républicaine (GR). ENOROMI MAGAZINE vous propose quelques grandes étapes du parcours de cet officier devenu chef d'État.



Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

Qui est le Président de la Transition au Gabon ?

UN MILITAIRE AU PARCOURS EXEMPLAIRE

Encore inconnu du grand public il y a quelques semaines, le visage du Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA est très vite devenu familier auprès de l'ensemble des gabonais dont nombreux n'hésitent pas d'ailleurs à l'appeler « Moïse », le sauveur du pays. Pour cet officier supérieur de la Garde républicaine (GR) habituellement discret, les premiers pas en tant que chef du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) se sont pourtant fait naturellement.

Il faut comprendre que ce militaire qui a une longue expérience dans les hautes sphères du pouvoir au Gabon est donc un fin connaisseur de cet univers. En effet, l'homme fait très jeune son entrée dans l'équipe des aides de camp de feu Omar BONGO ONDIMBA à la fin des années 90 à la suite de sa formation à l'Académie militaire royale de Meknès au Maroc. Une formation au terme de laquelle il obtient le grade de sous-officier. Avant d'entamer sa carrière militaire, cet ancien étudiant de l'Université des Sciences et Techniques de Masuku (USTM, Franceville) est titulaire d'un Baccalauréat Série D obtenu au lycée d'État de Port-Gentil, en 1996. Durant

une décennie, il apprendra aux côtés du Président Omar BONGO ONDIMBA ainsi que d'autres personnalités telles que l'actuel ministre des Travaux publics, le Général Flavien NZIENGUI NZOUNDOU, à se confronter à la complexité du monde politique. Puis après la mort du deuxième président du Gabon, le jeune officier va être « remercié » par le nouveau locataire du Palais du bord de mer de Libreville.

UNE LONGUE TRAVERSÉE DU DÉSERT EN DIPLOMATIE

Le Général OLIGUI NGUEMA sera affecté au commandement des blindés légers de la GR quelques mois seulement avant d'entamer une carrière à l'étranger en qualité de chargé de Défense dans les ambassades du Maroc et du Sénégal durant 9 ans. Cette mise à l'écart serait due aux rivalités internes dans l'entourage de l'ancien président qui voyaient d'un très mauvais œil sa présence au pays. De l'aveu de certains acteurs de l'époque, certains hauts gradés voyaient en cet homme pourtant discret et menant une vie rangée, comme un rival qui représentait une menace pour leurs carrières respectives. Comme il l'avouera plus tard, ce séjour loin de sa terre natale sera vécu comme un exil. Ce sera une véritable traversée du

désert.

UN RETOUR AU PAYS INATTENDU

En 2019, contre toute attente, celui qui portait maintenant le grade de Colonel sera appelé à la rescousse par les proches d'Ali BONGO ONDIMBA pour diriger les services de renseignement de la Garde républicaine. Nommé Directeur général de la puissante DGSS, en remplacement de Frédéric BONGO ONDIMBA, le demi-frère du Président Ali, sa tâche sera principalement d'enquêter sur les scandales de corruption qui frappaient l'entourage du Président Ali à la suite de son Accident vasculaire cérébral (AVC). Ses investigations permettront de mettre un terme à une série de malversations qui conduiront à une vague d'arrestations. Très vite, il devient un rouage de l'appareil sécuritaire du Président déchu Ali BONGO ONDIMBA qui lui renouvelle sa confiance en le nommant Commandant en chef de la Garde républicaine en 2020 en lieu et place du Général Grégoire KOUNA. Il occupera ce poste jusqu'au 30 août où à la tête d'une équipe de hauts officiers, il décide de mettre un terme au régime dirigé par Ali BONGO ONDIMBA à la suite des élections controversées du 26 août 2023.

UN GABONAIS FIER DE SES RACINES

Le Général de Brigade Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA est le fruit d'un brassage ethnique entre fang du nord et téké du sud-est. En effet, son père est originaire d'Oyem dans la province du Woleu-Ntem et sa mère est de Nguoni dans le Haut-Ogooué. Il est également un proche du Général d'Armée Idriss NGARI, ancien chef d'État-major des FAG et ancien ministre de la Défense. Il est marié et père de nombreux enfants et est détenteur de nombreuses distinctions civiles et militaires.

●
Jean Paul Augé OLLOMO

INVESTITURE DU PRÉSIDENT DE LA TRANSITION

Le discours de la méthode du Général OLIGUI NGUEMA

Le discours de l'ancien chef d'Etat-major de la Garde Républicaine (GR), Président de la Transition, n'aura pas déçu les milliers d'auditeurs présents sur les lieux et à travers les réseaux sociaux. En effet, le Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA aura durant cet exercice annoncé les grandes lignes de sa vision à la tête du pays et les actions prioritaires qu'il entend mener avec son gouvernement mis en place. Retour sur cette allocution qui aura marqué cette journée historique.

UNE CÉRÉMONIE POPULAIRE ET RICHE EN ÉVÈNEMENTS

Le lieu-dit de l'esplanade de la Mosquée Hassan II, jouxtant le Palais du bord de mer, siège du pouvoir exécutif gabonais, a accueilli des milliers de gabonais venus assister à la cérémonie de prestation de serment du Général de brigade Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA en tant que Président de la transition. En présence d'un parterre de personnalités politiques issues de l'ancien régime, des membres du corps diplomatique, de la société civile, de la presse et des commandants des différents corps des forces de défense et de sécurité, celui qui va désormais conduire le Gabon vers une véritable démocratie et favoriser son « essor vers la félicité » a pris officiellement ses fonctions en tant que nouveau chef de l'Exécutif. A cet effet, sa première prise de parole après sa prestation de serment sur la Charte de la transition était particulièrement attendue.

UN HOMMAGE POIGNANT AUX ILLUSTRES DISPARUS

Dans ses premiers mots, le Président de la transition a d'abord tenu à rendre grâce au Dieu tout puissant sans lequel cet événement n'aurait pas pu se réaliser, revenant ensuite sur les paroles prémonitoires prononcées par feu Omar BONGO ONDIMBA dans cette même salle des fêtes du Palais du Bord de mer en janvier 2009 : « Dieu ne nous a pas donné le droit de faire du Gabon ce que nous sommes en train de faire, il nous observe. Il nous dit : amusez-vous. Le jour où il voudra aussi nous sanctionner, il le fera ». Par ces mots, c'était la volonté de Dieu qui s'est finalement manifestée le 30 août 2023. Il a par la suite rendu un hommage mérité à tous les gabonais de la diaspora mais aussi tous les acteurs de l'alternance qui ont disparus et qui auraient souhaité vivre ce moment historique tels que Simon OYONO ABA'A, Martine OULABOU, Pierre Louis AGONDJO OKAWÉ, Pierre MAMBOUNDOU MAMBOUNDOU, André MBA OBAME et bien d'autres.

LIBERTÉ LIBERTÉ
C'est enfin notre
essor vers la
félicité
VIVE LA LIBERTÉ - VIVE LE GABON



UN RENVERSEMENT DE LA DICTATURE POUR RÉTABLIR LA DÉMOCRATIE

Le chef de l'Etat est ensuite revenu sur les raisons qui ont poussé l'armée gabonaise à prendre le pouvoir en citant notamment l'ancien Président ghanéen Jerry John RAWLINGS qui disait : « quand le peuple est écrasé par ses dirigeants, avec la complicité des juges, c'est à l'armée de lui rendre sa liberté ». C'est pour éviter un bain de sang à la suite du coup d'Etat électoral déclenché par le Centre Gabonais des Elections (CGE) que les militaires gabonais avaient décidé de prendre leurs responsabilités en annulant ce « processus électoral outrageusement biaisé ».

Il a par ailleurs rappelé que ce changement effectué sans effusion de sang par le Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI) aura permis de dissoudre des institutions qui avaient confisqué le pouvoir au mépris des règles démocratiques avant de remercier le peuple gabonais qui aura adhéré à cet acte patriotique.

UNE NOUVELLE CONSTITUTION ET DES INSTITUTIONS PLUS DÉMOCRATIQUES

Le Général de brigade Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA a par la suite invité les gabonais de tous bords à participer à la rédaction de la nouvelle Constitution qui sera adoptée par voie référendaire ainsi que les nouveaux Codes électoral et pénal qui puissent garantir à « tous les mêmes chances » afin de doter le Gabon des « institu-

tions fortes, crédibles, une gouvernance assainie, plus en phase avec les normes internationales en matière de respect des droits humains, des libertés fondamentales, de la démocratie, de l'Etat de droit ». En outre, le Président de la transition a réaffirmé son engagement à maintenir l'unité nationale de même que de bonnes relations avec les communautés étrangères qui vivent paisiblement au Gabon.

Le Président du CTRI a également annoncé la mise en place d'un gouvernement composé de gens expérimentés et aux compétences avérées afin de redonner l'espoir d'une vie meilleure au peuple gabonais tout en réitérant le respect des engagements du Gabon auprès des organisations et bailleurs de fonds internationaux.

DES DÉCISIONS EN PHASE AVEC LES ATTENTES DES GABONAIS

Par ailleurs le chef de l'Etat a énuméré une série d'actions qu'il juge prioritaires pour son gouvernement dont la facilitation du retour au Gabon de tous les exilés politiques, le rétablissement de la bourse pour les élèves du secondaire, l'amnistie des prisonniers d'opinion, le financement de l'économie nationale avec les partenaires locaux et institutions locales, l'accompagnement des banques afin de créer une synergie pour le paiement des pensions des retraités, les révisions du Code de la nationalité et de la législation foncière.

Enfin, le Président du CTRI a réaffirmé sa volonté de transmettre les rennes du pouvoir aux civils au terme de la transition et à l'issue de « nouvelles élections transparentes, libres et crédibles dans la paix ». ●

Dorine HENRY MEKAME

Conseil Gabonais des Chargeurs



Au service des **Importateurs**
et **Exportateurs**

Nos Missions

- L'Assistance aux Chargeurs;
- L'Encadrement du Trafic de Fret Multimodal;
- La Traçabilité des Cargaisons;
- La Promotion des moyens de transports moins agressifs pour l'environnement;
- La Gestion de l'Observatoire National de Transport de Fret.



- Représentation Europe & Amériques
- Représentation Ogooué-Maritime et sud Gabon
- Représentation Nord Gabon



- FRABEMAR - AFRICAN DESK
- TRANS YASSINE



DIRECTION GÉNÉRALE

Owendo en face de la gare SETRAG
BP : 1163 Libreville - Gabon
Tél : (+241) 011.70.75.85 / 011.70.75.86
(+241) 066.14.86.19
E-mail: infos-assistance@cgcgabon.com
Site web : www.cgcgabon.ga

REPRÉSENTATION OGOOUÉ MARITIME ET SUD GABON

Port-Gentil à l'ancien Port-Môle
BP : 360
Tél : (+241) 011.55.25.86
Fax : (+241) 011.56.01.17

REPRÉSENTATION EUROPE ET AMÉRIQUES

Paris
4, Avenue Franklin-Roosevelt
BP : 75 008 Paris
Tél : (+33) 1 56 59 91 52
Fax : (+33) 1 49 53 09 31

► PUBLIREPORTAGE

OLIGUI NGUEMA

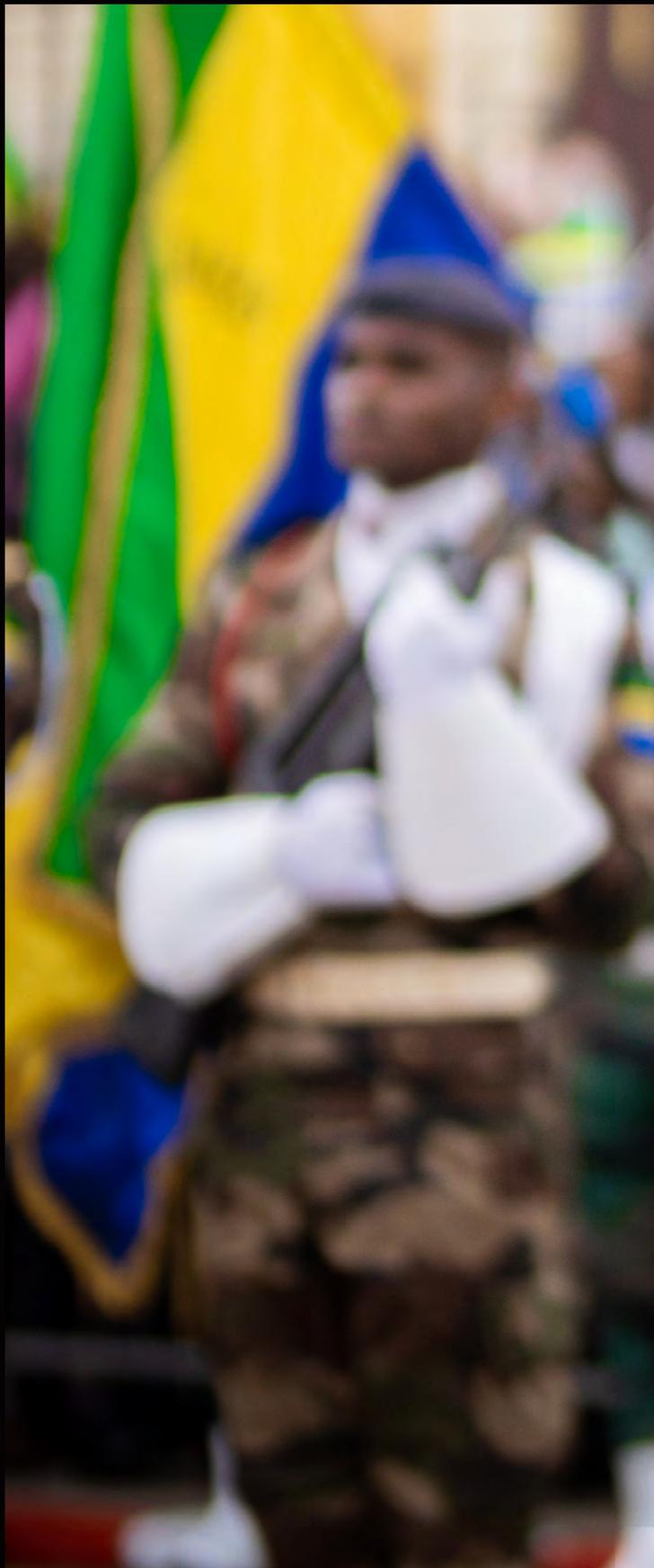
Un politique en uniforme?

I La politique est l'art de compromis, mais la véritable grandeur d'un homme se mesure à sa capacité à transcender les étiquettes et à incarner le changement. Depuis l'opération « Sauver la Nation » du 30 août 2023, une volonté s'est imposée : conduire le Gabon vers la félicité. Celle que le Général de Brigade Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, président de la Transition devenu, voudrait inclusive pour toutes les forces vives de la Nation. Un « Coup de liberté ». Sans doute, une juste cause portée par cet homme autour duquel se cristallisent les espoirs d'un peuple malgré son treillis.

Si la conscience nationale se refuse désormais à employer l'expression « coup d'État » pour qualifier l'action militaire ayant conduit à la destitution d'Ali BONGO ONDIMBA, il n'empêche que le désormais « Coup de la liberté » a profondément bouleversé l'ordre constitutionnel. Ne dit-on pas que peu importe le mobile, l'arrivée au pouvoir par les militaires s'accompagne toujours d'un trouble de l'ordre établi ?

Au Gabon, le 30 août 2023, « les Forces de défense et de sécurité de notre pays ont pris leurs responsabilités en refusant le coup d'État électoral qui venait d'être annoncé par le Centre gabonais des élections à la suite d'un processus électoral outrageusement biaisé », sans heurts ni effusion de sang. Une situation rarissime sous les latitudes tropicales africaines. Au lieu d'avoir peur, le peuple exultait de joie. Il était en osmose avec l'armée pour la première fois depuis le coup d'État manqué de 1964.

Le Général de Brigade Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, assidu lecteur de Nicolas MACHIAVEL, de bonnes fortunes se sert de cette adhésion du peuple pour travailler à la mise en place des institutions de la Transition, qui pourrait durer 24 mois. Malgré son treillis, il se positionne petit à petit comme un homme politique disposant des capaci-





tés et qualités requises pour conduire le Gabon vers la félicité, le temps rêvé par nos ancêtres.

Le contexte de la dernière élection présidentielle n'étant plus favorable à l'expression démocratique, il choisit avec ses troupes et les Forces de défense et de sécurité en général, d'être du côté du peuple gabonais et de la liberté. Conscient des attentes de ce peuple et de la communauté internationale, le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) et son président managent habilement les nominations dans les instances de la Transition, en dehors de la Cour constitutionnelle, uniquement composée de civiles. Le reste des institutions est l'expression de l'habileté politique du président de la Transition à commencer par le gouvernement et le parlement.

L'équilibre entre militaires et civiles en leurs seins pourrait presque faire oublier que le CTRI, la plus haute institution de la Transition, est avant tout un organe entièrement contrôlé par les Forces de défense et de sécurité. Le jeu d'équilibre est également perceptible dans le choix du personnel politique entre la majorité, l'opposition et la société civile. Malgré la présence de douze ministres issus des rangs de l'ancien parti au pouvoir, le Parti démocratique gabonais, les membres de l'opposition et de la société civile sont au premier plan au palais Omar BONGO ONDIMBA et à l'Immeuble du 2-Décembre. L'unité dans la concorde et la fraternité guide inévitablement les choix du CTRI pour permettre l'atteinte des engagements politiques et socioéconomiques d'OLIGUI NGUEMA.

« Qui a la force a souvent la raison, en matière d'État », disait le Cardinal de Richelieu. Pour l'heure, le président de la Transition dont le parcours est fait d'une étroite relation avec le pouvoir se positionne davantage comme l'homme de la situation, capable de mener les réformes institutionnelles attendues pour le bien-être du peuple gabonais. Ce, dans un contexte où le peuple souhaite intimement rompre avec l'ancien régime. Au-delà de son gabarit militaire, il voit finalement en lui un homme d'État. Tiendra-t-il la promesse de la liberté à laquelle s'accrochent même les Gabonais qui avaient déjà perdu espoir ? ●

Enquête

Finances

COUP D'ÉTAT ET INQUIÉTUDES SUR LA SOLVABILITÉ DU GABON.

Suspendu par l'Union africaine, par la CEEAC, la CEMAC, et le Commonwealth, la situation politique au Gabon inquiète. Depuis le coup d'État du 30 août 2023, les partenaires internationaux s'interrogent sur la capacité de solvabilité du pays dont la dette publique était encore jugée viable en 2022. L'arrivée au pouvoir des militaires ne va-t-elle pas mettre à mal la confiance de ces partenaires? Du côté des agences de notation, certains ont d'ores et déjà exprimé leurs doutes quant aux promesses des nouvelles autorités. Ont-elles raison ?



LE CTRI TENTE DE RASSURER

Aussitôt installé, le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) s'est voulu rassurant. Son chef de file, le Général de Brigade Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA a tenu à échanger avec les partenaires internationaux du Gabon parmi lesquels les diplomates et les représentants des institutions financières. L'objectif affiché par le président de la Transition était, dans un premier temps de leur expliquer le bien-fondé de ce qu'il a présenté comme « une prise de responsabilité » de la part de l'ensemble des Forces de défense et de sécurité gabonaises, et dans un second temps de recueillir d'eux leur sentiment. Mais par-dessus tout, il a souhaité « rassurer l'opinion nationale et internationale quant au respect de tous les engagements du Gabon, tant sur le plan national qu'international ».

Pour prouver sa bonne volonté sur le plan national, le nouvel homme fort du Gabon a par la suite échangé avec les opérateurs économiques les plus importants du pays réunis au sein de la Fédération des entreprises du Gabon (FEG) dont le président Henri-Claude OYIMA lui a officiellement remis un document contenant une douzaine de propositions censées permettre de faire redécoller l'économie gabonaise, tout en garantissant un mieux-vivre aux populations. De ces requêtes, quatre ont été retenues et présentées par le président du CTRI comme étant les priorités les plus pressantes : le règlement de la dette intérieure à travers la mise en place d'un club de Libreville ; la restauration de la journée comptable au Trésor dans le but de rétablir l'équité dans la chaîne de paiement ; la mise en place d'un système de prévoyance sociale

(CNSS, CNAMGS) placé entièrement sous la gestion du secteur privé pour garantir les droits des travailleurs et des retraités, et la mise en place d'un système bancaire national pour les projets publics.

Si ces annonces ont favorablement été accueillies aussi bien par les patrons d'entreprises en activité dans le pays que par une majorité des Gabonais, celles-ci ont-elles suffi à rassurer hors des frontières ? Pas sûr !

LES INQUIÉTUDES DE FITCH RATINGS

La première à réagir au coup d'État opéré par les militaires au Gabon a été Fitch Ratings. L'agence de notation basée à Paris (France) et à Londres (Royaume-Uni) peu rassurée par l'engagement pris par le président de la Transition. En raison des incertitudes politiques jugées « élevées » suscitées par le coup de force perpétré six jours plus tôt, le 5 septembre 2023, elle a décidé de placer « sous surveillance négative » les notes de défaut d'émetteur à long terme du Gabon en monnaie étrangère et en monnaie locale, « B- ». Cette décision prise dans le cadre d'une révision non programmée, s'explique, selon elle, par le fait que le pays a été suspendu par les deux communautés sous-régionales auxquelles il était membre, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

Or, l'arrivée au pouvoir des militaires et le chamboulement de l'ordre constitutionnel sont susceptibles d'avoir affaibli les perspectives financières du Gabon en nuisant à la capacité opérationnelle des institutions responsables de la gestion de la trésorerie et de la dette, et en affectant également l'accès du pays aux marchés régionaux de la dette, craint Fitch Ratings qui écrit dans son communiqué : « Nous pensons que le Gabon dépendra davantage du marché régional pour obtenir des financements à des coûts d'intérêt plus élevés, car le coup d'État accroît la nervosité du marché. »



REVIREMENT ?

Passée la phase des inquiétudes, l'agence de notation londonienne a semblé faire un revirement sept jours plus tard en indiquant qu'en dépit de la mise « sous surveillance négative » de la note « B- » du Gabon, elle « ne s'attend à aucun impact négatif sur les notes des supranationales ». Le 12 septembre 2023, en effet, Fitch Ratings, qui évoque la situation politique au Gabon et au Niger (en raison du coup d'État du 26 août 2023), a indiqué dans un communiqué que « le risque politique est déjà pris en compte dans les notations des banques multilatérales de développement (BMD) opérant en Afrique occidentale et centrale, et l'exposition à ces deux pays est limitée ».

L'agence explique que, si le Niger, un des pays les plus pauvres d'Afrique avec un revenu par habitant parmi les plus bas du continent, n'a pas accès aux marchés et ne pouvant donc emprunter qu'aux guichets concessionnels de la Banque mondiale et du Groupe de la Banque africaine de développement, le Gabon quant à lui ne dépend pas beaucoup du financement multilatéral du développement et reçoit une part élevée de financement des marchés de capitaux par rapport à ses pairs régionaux.

« Le coup d'État militaire au Gabon n'a pas conduit à des sanctions financières et Fitch s'attend à ce que le souverain continue à assurer le service de sa

dette envers les BMD aussi longtemps que cela reste le cas. Le Gabon fait partie de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, qui n'ont jamais récemment imposé de sanctions susceptibles d'affecter le paiement de la dette. La Banque africaine de développement (AAA/Stable) est la plus exposée au souverain gabonais (2,1% de ses prêts) », conclut le communiqué.

MOODY'S DÉGRADE ET PRÉVIENT

Contrairement à Fitch Ratings, Moody's n'a pas souhaité modifier son jugement à l'égard du Gabon. Bien au contraire. Dans la nuit du 12 au 13 septembre 2023, l'agence de notation américaine a modifié sa perception de la situation de la dette de « stable » à « négative », tout en évoquant les « risques substantiels » suscités par le maintien de la note « Caa1 », une des plus mauvaises pouvant être accordées à une obligation ou à un débiteur.

« La perspective négative suggère qu'une amélioration de la note est peu probable à court terme. Cependant, si la situation politique se stabilise et que la transition se déroule de manière ordonnée, la perspective pourrait redevenir stable. À l'inverse, une détérioration durable de la situation politique ou l'imposition de sanctions financières pourrait

entraîner une dégradation de la note », explique Moody's dans son communiqué.

UN AUDIT DE LA DETTE POUR RASSURER

Pour rassurer davantage les partenaires du Gabon, le président de la Transition a annoncé, le 13 septembre 2023, au lendemain du communiqué de Moody's, la réactivation de la task-force dédiée au contrôle de la dette intérieure et extérieure. « Cette mesure est indispensable et nécessite une évaluation minutieuse et rigoureuse des marchés publics afin de détecter toute irrégularité ou fraude potentielle », a justifié le Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA sur X (ex-Twitter). À sa suite, dans un communiqué, le CTRI a précisé que cette structure éphémère placée sous la supervision directe du président de la Transition et qui « reprendra tous les actes laissés en suspens par la précédente sans raison évidente », s'attèlera à « vérifier la conformité de l'ensemble des marchés publics ».

En réalité, il s'agit pour les nouvelles autorités de Libreville de montrer qu'il y a une continuité, en dépit du changement de régime politique. Au gouvernement, on reste d'ailleurs convaincu que l'État gabonais « honorera sans aucun doute les obligations liées à sa dette ». C'est, en tout cas, ce qu'a déclaré à Bloomberg le Premier ministre, Raymond NDONG SIMA. ●

**Moov
Africa**

Gabon Telecom



er

**EN AFRIQUE
CENTRALE**

**LE MEILLEUR DU
TRÈS HAUT
DÉBIT**

Jusqu'à
500 Mb/s



MoovBOX

moov-africa.ga

Dossier

Pétrole

LES OPÉRATEURS À L'ÉPREUVE DU CHANGEMENT DE RÉGIME POLITIQUE.

Le coup d'État opéré par l'ensemble des forces de défense et de sécurité le 30 août 2023 aura inévitablement des répercussions dans le secteur des hydrocarbures. Les rapports entre les opérateurs et les nouvelles autorités gabonaises ont d'ailleurs commencé à changer avec l'annonce par la DGH d'une opération de vérification de conformité des chiffres. Les sociétés, qui pour la plupart revendiquent de belles performances depuis le début de l'année, devront désormais composer avec une nouvelle façon de faire qu'entend imposer le CTRI dont l'une des principales ambitions est l'instauration d'une véritable orthodoxie dans ce secteur pilier de l'économie nationale.

Par **Griffin ONDO**

2023, UNE ANNÉE QUI A BIEN DÉMARRÉ

Dans sa Note de conjoncture sectorielle rendue publique en mai dernier, la direction générale de l'Economie et de la Politique fiscale (DGEFP) révélait qu'au premier trimestre 2023, au Gabon, l'indice de la production de pétrole s'est redressé de 2% par rapport au quatrième trimestre 2022, ceci malgré le respect par le gouvernement des quotas édictés par l'OPEP+. « Cette performance a été réalisée grâce à une production des champs sans interruption (dysfonctionnements ou arrêts programmés). Le bon rendement des puits s'explique également par les efforts d'investissement antérieurs réalisés par les opérateurs », expliquait alors l'administration placée sous la tutelle du ministère de l'Économie.

Au cours des mois suivants, cette embellie s'est poursuivie, au point que certains ont vu leur chiffre d'affaires exploser et d'autres leurs principaux projets se concrétiser.

C'est notamment le cas pour BW Energy, Maurel & Prom et TotalEnergies (baisse de 44% du chiffre d'affaires au premier trimestre 2023 au Gabon).

■ **BW Energy : 46,6 millions de dollars au premier semestre 2023**

Basée aux Bermudes et opérant Dussafu, Hibiscus/Ruche et Tortue, la société pétro-gazière britannique a revendiqué sept jours avant le coup d'état, le 23 août 2023, un chiffre d'affaires de 169,8 millions de dollars au terme des six premiers mois de l'année en cours, notamment grâce à une hausse des volumes de brut vendus durant cette période. En 2022, à la même période, elle avait fait 23,2 millions de dollars, soit une augmentation de 46,6 millions de dollars, grâce notamment à une hausse dans les volumes nets de brut vendus au cours de la période (1 700 000 barils, contre 950 000 barils au premier semestre 2022).

« La production brute de Dussafu a plus que doublé au deuxième trimestre par rapport aux trois mois précédents, alors que nous avons franchi des étapes clés sur le développement d'Hibiscus/Ruche avec deux puits en production à la fin de la période. La dynamique positive se poursuit au second semestre avec un troisième puits en production et le démarrage de la capacité supplémentaire de Gas Lift pour soutenir le champ de Tortue en juillet. Nous prévoyons de poursuivre la croissance de la capacité de production et de génération de liquidités au cours des prochains trimestres à mesure que nous terminons le programme de forage de Dussafu et finalisons les acquisitions de champs au Brésil », avait justifié Carl K. ARNET, PDG de BW Energy, qui reconnaissait ainsi que les activités de son entreprise au Gabon ont fortement contribué à ses performances.

■ Maurel & Prom : Bientôt le patron du secteur

Parmi les premiers opérateurs à communiquer à la suite du coup d'État, le Groupe Maurel & Prom est un des seuls qui se sont montrés plutôt sereins, comme convaincu que le changement de régime politique n'aura pas d'impact sur ses activités. Dans un communiqué, le 30 août, soit le même jour que la prise du pouvoir des militaires, il a informé que la situation au Gabon n'affectait pas la sécurité des employés de sa filiale gabonaise. « Les activités sur site se déroulent quant à elles normalement, sans impact sur la production », avait en effet tenu à rassurer le Groupe dont la sérénité pouvait s'expliquer par le gros coup qu'il était parvenu à réaliser dans le pays deux semaines avant le putsch.

La compagnie pétrolière et gazière avait en effet signé, le 15 août 2023, l'achat de l'ensemble des actions d'Assala Energy au Gabon. Une acquisition ayant nécessité une contrepartie de 730 millions de dollars versée au vendeur Carlyle International Energy Partners, propriétaire d'Assala Energy Holding Ltd. Cette transaction est censée faire de Maurel & Prom l'opérateur numéro 1 dans le pays. Aussi, la société espère-t-elle que les autorités de la Transition accorderont leur quitus.

« Le processus d'acquisition d'Assala Energy par le Groupe M&P, dont la signature du contrat d'achat d'actions est intervenue le 15 août 2023, se poursuit. La Transaction reste toujours soumise à diverses approbations, notamment celles de la République du Gabon et de la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) en matière de contrôle des fusions. Pour information, les activités et la production d'Assala Energy ne sont pas non plus affectées par les récents événements », informait, le 30 août 2023, le Groupe qui avait pourtant regretté, le 20 juillet 2023, un chiffre d'affaires consolidé de 299 millions de dollars au premier semestre 2023, en baisse de 7% par rapport à la même période en 2022.



PANIQUE À LA BOURSE

Selon l'agence de presse Reuters, la bourse s'est affolée peu après le coup d'État au Gabon. Le 30 août 2023, plusieurs opérateurs en activités au Gabon ont vu leurs actions chuter. Bref rappel :

- Les actions du producteur de pétrole Vaalco Energy Inc. (EGY.N) ont chuté de 15,4 % à 3,95 dollars ;
- Les actions de la compagnie pétrolière et gazière Maurel & Prom (MAUP.PA) ont chuté de 16,3% ;
- Les actions de Panoro Energy (PENR.OL) cotées à Oslo ont chuté de 5,2% ;
- Elles aussi cotées à Oslo, les actions de BW Energy (BWE.OL) ont chuté de 9,3%.

COMME UN AIR D'AUDIT

Arrivé à la tête du pays dans le principal but de « restaurer les institutions » tout en permettant aux Gabonais de tirer profit de l'exploitation de leurs ressources naturelles, le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) entend d'abord mettre de l'ordre dans le secteur pétrolier. Ce qui a conduit le Général Brice Clotaire OLLIGUI NGUEMA à nommer, le 7 septembre 2023, Arnauld ENGANDJI, ex-patron de la Gabon Oil Company (GOC), comme conseiller à la présidence chargé des

Mines et des Hydrocarbures. Un jour plus tôt, le 6 septembre, plusieurs opérateurs, à l'instar de Perenco, Assala Energy, Maurel & Prom et TotalEnergies ont reçu un courrier qui en disait long sur les intentions des nouveaux patrons du palais Rénovation.

Signée du secrétaire général du ministère des Hydrocarbures, Nestor AN-DOME AYI, cette lettre leur enjoignait d'« énumérer les différents paiements effectués au bénéfice de l'État gabonais » sur la période allant de 2020 à 2023. Il ne s'agit pas d'un audit au sens des conventions en vigueur, à en croire l'auteur de la correspondance joint par Africa Intelligence. Il s'agirait plutôt d'une requête ayant pour but d'établir un rapport d'activité. En clair, les autorités de la Transition souhaitent « s'assurer que les transferts de fonds des firmes pétrolières au Trésor public ont bien été conformes aux relevés des comptes officiels, durant les dernières années d'Ali Bongo à la tête du pays », croient savoir nos confrères.

Cependant, certains anciens responsables de l'administration publique en charge des Hydrocarbures parmi lesquels l'ex-ministre du Pétrole, Vincent de Paul MASSASSA, ont fait l'objet d'une attention particulière de la part de la Direction générale des contre-ingérences et de la sécurité militaire (DGCISM ou "B2"). L'ex-membre du dernier gouvernement d'Ali BONGO ONDIMBA a fait l'objet d'un mandat de dépôt. Sacré coup de pression des militaires sur la quinzaine des sociétés pétrolières opérant au Gabon !

VOTRE GOÛT
PRÉFÉRÉ EST
DE RETOUR

Maintenant disponible dans tous les points de vente



VRAIMENT MAGIQUE



► ÉCONOMIE

DETTE INTÉRIEURE & ÉCONOMIE NATIONALE

Le CTRI s'engage.

Après le coup de force militaire qui a renversé le président Ali BONGO ONDIMBA, mercredi 30 août, le président de la Transition, le Général Brice OLIGUI NGUEMA a annoncé une série de mesures avec « application immédiate » afin de relancer l'économie nationale. Il s'agit entre autres du règlement de la dette intérieure par la mise en place du Club de Libreville et le recours aux partenaires locaux et aux institutions financières locales pour le financement des chantiers publics.

Au lendemain de sa désignation par l'ensemble des généraux des différents corps de défense et de sécurité afin de conduire la Transition instaurée à l'issue de la proclamation des résultats controversés du triple scrutin du 26 août dernier, le Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA a tenu à échanger avec l'ensemble des forces vives de la Nation. Au cours de la rencontre avec la Fédération des entreprises du Gabon (FEG), au palais présidentiel à Libreville, le 31 août 2023, il était question de proposer une batterie de mesures qui permettraient de définir des contours de transformation économique et sociale afin de bâtir une économie plus forte.

Règlement de la dette intérieure avec la mise en place du Club de Libreville

Le président de la Transition, le Général de brigade Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, a dit retenir en priorité quatre propositions parmi les treize faites par le patronat, dont le règlement de la dette intérieure avec la mise en place du Club de Libreville qui sera supervisé par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI).

« Nous allons dans l'immédiat concrétiser, sous la supervision directe, le règlement de la dette intérieure par la mise en place du "Club de Libreville", a déclaré le chef du CTRI face aux représentants du patronat.

Au Gabon, la question du paiement de la dette intérieure aux entreprises locales suscite plusieurs interrogations depuis plu-

sieurs années. Au cours d'une rencontre en décembre 2022 avec le bureau de la FEG, l'ancienne ministre du Budget et des Comptes publics, Édith EKIRI MOUNOMBI OYOUOMI avait annoncé la mise en place pour début 2023, du « Club de Libreville », un ensemble de créanciers constitués sous la forme d'un Groupement d'intérêt économique (GIE), dont le chef de file est le groupe BGFIBank. Ce, pour la restructuration de la dette due par l'État aux entreprises locales.

Selon le président de la FEG, Henri-Claude OYIMA, ce mécanisme devrait permettre « de relancer l'économie nationale, redonner confiance aux entreprises nationales et préserver les emplois qui sont quelque chose de très important pour nous ». Ainsi, le président de la Transition, le Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA qui a prêté serment le 4 septembre dernier, a décidé de matérialiser cette promesse de la FEG. « Même si par le passé, à la DGSS, nous avons enquêté sur le Club de Libreville et nous avons trouvé des irrégularités. Je le sais parce que j'étais enquêteur dessus », a tenu à souligner l'ancien patron des Services spéciaux.

Le financement de l'économie locale avec les partenaires locaux

Lors de sa prestation de serment, le président de la transition a instruit le gouvernement de la Transition, à réfléchir sans délai sur les mécanismes pour faciliter entre autres le financement de l'économie nationale avec les partenaires locaux et les institutions financières locales et de créer une synergie, avec l'accompagnement des banques locales. Le président de la Transition a confié cette tâche à Raymond NDONG SIMA, un économiste qui devra mettre en exécution les engagements du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), avec une équipe au sein de laquelle on compte quelques militaires aux côtés des civils.

Le système financier nécessite l'implication des banques, les marchés des valeurs immobilières, les fonds de pension et les fonds communs de pansement, les infrastructures du marché, la banque centrale de même que les instances de régulation et de contrôle. Au Gabon, les autorités devraient s'appuyer sur les secteurs privés avec les banques locales, les assurances et les banques sous régionales. Ces organismes devraient contribuer à orienter de manière efficiente l'épargne vers l'investissement pour mieux participer à la croissance économique.

Cette stratégie permettra de diffuser et de démocratiser l'accès au financement à toutes les couches de la population, essentiel à la diversification de l'économie. Il s'agit de construire une synergie entre les acteurs engagés à créer un cadre dynamique et un climat favorable aux affaires. Cette initiative vise à stimuler l'économie et favoriser la création d'emplois en offrant un accès facilité au financement, essentiel pour la relance et la croissance des microentreprises et des porteurs de projets. ●

Brice GOTOA

► ÉCONOMIE

LES GRANDS CHANTIERS DE MAYS MOUISSI

Le gouvernement de transition nommé par le Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA est désormais officiel. Le portefeuille de l'économie est confié à Mays MOUISSI, un expert en économie bien connu du grand public. Quels sont les chantiers qui attendent le nouveau ministre ?

Une expertise unanimement reconnue. C'est certainement l'un des membres du gouvernement de transition dont les décisions seront scrupuleusement traitées par les gabonais. L'économiste Mays MOUISSI a fait son entrée en qualité de ministre de l'économie au sein du gouvernement de transition dirigé par un autre économiste, Raymond NDONG SIMA. C'est une personne très connue de l'espace médiatique en raison de ses prises de position nombreuses et pointilleuses. Il est notamment co-auteur d'un rapport dénommé « 105 promesses, 13 réalisations – Le bilan du septennat d'Ali BONGO ONDIMBA (2016-2023) » dans lequel il affichait un bilan économique mitigé de l'ex-président gabonais au cours de son second et dernier mandat. Ce spécialiste en Economie des pays francophones, diplômé de l'Université Paris-I Panthéon Sorbonne (France) a une longue expérience dans la réalisation d'études macroécono-

miques et sectorielles qu'il a effectué des années durant pour des multinationales en Afrique. Il est l'auteur de nombreuses notes pour des organismes de recherche tels que Global Integrity et Trans-National Research sur le Gabon. Sa nomination a été unanimement saluée par les gabonais qui attendent de sa part la mise en œuvre des outils qui permettront une véritable relance de l'économie gabonaise.

Une économie durement affectée

Les problèmes que rencontre l'économie gabonaise sont nombreux : climat des affaires, absence de financement octroyés aux PME/PMI locales, économie complètement extravertie, absence de champions nationaux, lutte contre le chômage, dette endémique, etc.

La redistribution des fruits de la croissance se font toujours attendre malgré un PIB/habitant parmi les plus élevés d'Afrique évalué à plus de 8 000 dollars US en 2021, le niveau de précarité reste très élevé avec plus du tiers de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté et un chômage qui atteint des sommets (21,5%). L'économie du pays reste fortement dépendante des exportations des matières premières minières et forestières (pétrole, manganèse, bois, huile de palme) qui représentent encore plus de 80% de fournitures des devises au pays. L'inflation reste globalement basse (3,8%) même si les prix de l'alimentation ont explosé en 2022 et 2023 (+30%). Les attentes sont donc élevées pour les gabonais au regard de l'immense espoir suscité par cette transition. Quels sont donc les chantiers prioritaires pour la rénovation de l'économie gabonaise ?



De nombreux chantiers en perspective

Il y a l'amélioration du climat des affaires dont la bureaucratie et les pesanteurs administratives constituent un sérieux obstacle. A cet effet, une refonte du fonctionnement des acteurs étatiques tels que l'ANPI s'impose afin d'optimiser la création d'entreprises, de favoriser la lutte contre la corruption qui dissuade les potentiels investisseurs, d'assainir l'environnement fiscal pour le rendre plus favorable aux PME/PMI en création ainsi que de renforcer leur financement par les banques locales sont autant de premières pistes. En outre, le nouveau ministre devra accélérer la lutte contre le chômage qui frappe principalement les jeunes en prenant compte de la flexibilité de l'emploi, un SMIG enfin revu à la hausse ainsi que le renforcement de la protection sociale des travailleurs.

La sortie de la dépendance aux exportations des matières premières est également un objectif sur lequel Mays

MOUSSI sera attendu avec la poursuite de leur transformation industrielle en ce qui concerne le bois, le manganèse et les matières premières agricoles. Par ailleurs, la diversification de l'économie gabonaise passe par un développement des secteurs porteurs tels que le tourisme, l'agriculture et la protection de l'environnement. Avec une dizaine de parcs nationaux, la destination Gabon dispose de sérieux atouts qui pourraient en faire une destination privilégiée pour les touristes du monde entier tout en finançant la protection de ses aires protégées. Le Gabon dispose de plus de 3 millions d'hectares de terres arables disponibles pour favoriser la montée en puissance de la production agricole nationale. A ce titre, la mise en place de mécanismes qui soutiendraient une agriculture hautement mécanisée qui amélioreraient les rendements agricoles de denrées agricoles destinées au marché local afin de réduire les importations.

Enfin l'un des autres grands chantiers sur lequel sera jugé l'économiste gabonais reste celui de la lutte contre la vie chère.

Depuis la fin de la pandémie de Covid19, les prix n'ont cessé d'augmenter au point de sérieusement entamer le panier de la ménagère. L'alimentation, le logement et les transports restent les postes qui connaissent la plus forte inflation et des mesures sont attendues afin d'en maîtriser la progression ou d'aider les ménages à y faire face.

Les chantiers économiques qui attendent donc le ministre de l'économie pour la période de la transition sont nombreux mais on espère surtout qu'il ramènera les bonnes pratiques en matière de bonne gouvernance qui faisaient cruellement défaut chez les décideurs au regard de ses nombreuses prises de position. Ayant la réputation d'un fin technocrate, Mays MOUSSI fait ainsi ses premiers pas dans le monde impitoyable de la politique à un moment où le Gabon en a besoin. Comme tout maçon, il sera jugé au pied du mur et aucun état de grâce ne lui sera accordé par les gabonais qui ont soif de changement. ●

Confort et qualité pour notre
atout le plus précieux : vous



PONGARA
LODGE



Activités

Fraîchement renové pour mieux vous servir, venez découvrir la nouvelle atmosphère de cet hébergement idéal pour un séjour inoubliable au Parc National de Pongara.

Beach bikes • Randonnée pédestre • Pique-nique dans la savane • Observation d'animaux • Pêche • Kayak sur la lagune • Salle de réunion

LOANGO
CAMPS



Venez explorer les biodiversités différentes et époustouflantes de 3 camps uniques, pour une aventure exceptionnelle au cœur de la richesse du Parc National de Loango.

Activités

Safari 4x4 • Safari en bateau sur la rivière • Randonnée pédestre

- À la rencontre des gorilles
- Observation d'animaux
- Visite nocturne des crocodiles
- Observation des oiseaux endémiques de la zone
- Pêche sportive



Le surprenant oasis
qui rendra mémorable
votre rencontre avec
mère Nature

241 74 41 65 69 / +241 74 40 56 05
reservations@luxurygreen-resorts.com
www.luxurygreen-resorts.com

By LUXURY GREEN
RESORTS



▶ INVESTISSEMENTS

DETTE-NATURE

163 millions de dollars pour financer la conservation marine.

À l'initiative de la banque américaine Bank of America, 500 millions de dollars de dettes gabonaises ont été rachetés auprès de créanciers internationaux par le biais d'une émission d'obligations dites « bleues » qui permettrait de générer 163 millions de dollars d'économies devant exclusivement servir à financer les projets de préservation des océans et de la biodiversité marine au Gabon. Il s'agit d'un accord « historique » visant à convertir une partie de la dette publique du pays.

Les efforts des autorités gabonaises en faveur de la protection de la nature portent progressivement leurs fruits et tendent à impacter positivement l'économie du pays. Depuis août 2023, The Nature Conservancy et l'État gabonais ont annoncé la signature d'un partenariat qui met en jeu un échange de 500 millions de dollars (soit environ 302 milliards de francs CFA) de dette contre la conservation marine. Cet accord jugé « historique », qui a suscité l'espoir de voir plus d'échanges environnementaux de ce type, a été bien accueilli par les autorités locales qui ont multiplié ces dernières années les plaidoyers internationaux sur la nécessité de contenir financièrement les bons élèves en la matière. Cette transaction, précise-t-on, permettra de générer autour de 163 millions de dollars (soit environ 98 milliards de francs CFA) en nouveaux financements destinés à préserver les écosystèmes marins du pays.

Le gouvernement américain n'a d'ailleurs pas manqué de relever qu'il s'agit de la toute première transaction de « restructuration dette-nature » en Afrique subsaharienne opérée avec le Blue Bonds. C'est l'engagement du Gabon à protéger 30 % de ses océans et de ses terres d'ici à 2030 qui lui a permis de décrocher cette cagnotte tant convoitée.

Des prêts moins chers

Dans leur forme la plus simple, les échanges dette-nature consistent à racheter la dette d'un pays par une banque ou un investisseur spécialisé et à la remplacer par des prêts moins chers, généralement accompagnés d'une « garantie de crédit » ou d'une « assurance-risque » pour le financement du développement, contribuant ainsi à réduire les coûts. Les économies ainsi effectuées sont destinées à financer la conservation. Pour le Gabon, dans le cadre de cette opération, le produit d'une nouvelle émission d'obligations, pilotée par la Bank of America, a été utilisé pour refinancer une partie de la dette publique, convertie en une nouvelle « obligation bleue » avec un taux d'intérêt plus bas et une échéance plus longue dans le cadre d'une transaction qui devrait générer 163 millions de dollars pour des projets de conservation marine au cours des 15 prochaines années.

L'ex-président de la République, Ali BONGO ONDIMBA, avait d'ailleurs déclaré au lendemain de cette annonce que « le lancement du Blue Bond gabonais marque un tournant. [...] Il convient d'aller plus loin et en l'espoir, notre partenariat avec The Nature Conservancy et la U.S. Internatio-

nal Development Finance Corporation en fait une réalité. J'invite les pays développés ainsi que nos banques multilatérales à multiplier ce genre d'initiatives qui pourraient apporter un concours significatif lorsqu'il s'agit de traiter les questions clés liées au développement durable, au changement climatique et à la perte de biodiversité ».

Un écosystème marin riche et rare

Parmi les éléments qui ont joué en faveur du pays, ce sont ses eaux qui abritent une diversité unique et qui accueillent plus de 20 espèces de baleines et de dauphins. Ses plages accueillent les plus grandes populations de tortues luths et olivâtres au monde qui viennent s'y reproduire en masse. Ses mangroves représentent également l'un des réservoirs de carbone les plus importants du pays (50 % des mangroves protégées sur la côte ouest du continent africain s'y trouvent.). Les mangroves jouant un rôle important dans la reproduction des poissons de mer, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et la filtration des métaux lourds des eaux polluées.

Le Gabon compte actuellement trois parcs nationaux dotés d'écosystèmes marins et de mangroves, neuf parcs marins sur ses eaux territoriales et 11 réserves aquatiques dans sa Zone économique exclusive (ZEE). Les Blue Bonds aideront le Gabon à parfaire son initiative « Gabon Bleu » et à étendre son réseau d'aires marines protégées en passant de 26 % d'aires protégées à 30%.

Enfin, le financement du projet Blue Bonds contribuera également à bâtir une économie bleue pérenne, avec notamment la mise en place de règles plus strictes et plus efficaces dans le secteur de la pêche. En assurant ainsi la sécurité alimentaire des populations vivant sur le littoral gabonais. ●

Mikel DOUSSENGUI



19 MAI 1967 - 19 MAI 2022
55 ANS D'ENGAGEMENT & D'EXPERTISE
AU CŒUR DES MÉNAGES
ET INDUSTRIELS AU GABON



Sécurité
Expertise
Responsabilité
Engagement
Esprit d'équipe

**“ ENTREPOSAGE DE PRODUITS
PÉTROLIERS ET GAZIERS DESTINÉS
AUX MÉNAGES ET AUX INDUSTRIELS ”**

Contact
+241 11 70 01 01

 **BP: 2218,**
- Zone Portuaire Owendo
- Moanda (Haut Ogooué)

 **contact@sgepp.ga**
www.sgepp.com



► SOCIÉTÉ

L'eau La CNSS La CNAMGS

Les grands chantiers de la Transition au Gabon.

La junte au pouvoir tient à mettre à profit cette période de Transition au Gabon pour venir à bout des difficultés les plus récurrentes auxquelles sont confrontées les populations. Il s'agit notamment du problème d'adduction d'eau sur l'ensemble du territoire et la prise en charge des personnes retraitées avec la mise sous gestion privée de la CNSS et de la CNAMGS.

Depuis la prise de pouvoir par les militaires, le 30 août dernier, les Gabonaises et Gabonais ont chanté la gloire du Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA et de l'armée gabonaise. Passée cette période euphorique, les attentes des populations sont nombreuses. Elles attendent une amélioration de leurs conditions de vie. Des défis auxquels le nouvel homme fort du Gabon, investi le 4 septembre 2023, devra relever pendant cette période de la Transition avec le gouvernement. C'est un vent d'espoir et d'espérance pour le Gabon qui s'ouvre avec la Transition.

Au cours de ses rencontres avec les forces vives de la Nation, le chef de file du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) a annoncé plusieurs mesures à mettre en place au cours de la Transition. Il s'agit notamment du problème d'adduction d'eau dans les ménages et celui du paiement des pensions de retraite avec la mise sous gestion privée de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS) et de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).



Les populations souhaitent voir l'eau couler dans les robinets

Au Gabon, depuis plusieurs années, on observe une absence manifeste d'eau dans certaines zones rurales et urbaines. C'est à ce titre qu'au cours de ses consultations avec les forces vives de la Nation, le président de la Transition accorde une grande importance à cette question.

« Je pense que l'eau est plus importante que la route. Il faut que les gens se lavent. Il faut qu'ils arrivent à boire de l'eau. Si on peut faire quelques forages, on le fera pour soulager au moins la population », a déclaré le président de la Transition au cours de sa rencontre avec les leaders des confessions religieuses.

Au Gabon, plusieurs programmes ont été lancés par les autorités ces dernières années pour combler le déficit en eau et en électricité. Notamment, le plan d'urgence d'investissement d'un montant de 11 milliards de francs CFA lancé en 2020 par la SEEG pour garantir la continuité du service et améliorer la desserte en eau et en électricité sur l'ensemble du territoire. Ce plan permet

la construction et la réhabilitation de plusieurs infrastructures.

Aussi, si le Projet d'accès aux services de base en milieu rural et renforcement des capacités (Pasbmir) financé par la Banque mondiale et, le Programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville (Piaepal) financé par la Banque africaine de développement, sont actuellement déployés pour apporter des solutions à ces problèmes, les résultats sont toujours attendus. Le gouvernement de la Transition devrait jeter un regard sur cette question pour le bien des Gabonais et le développement de l'économie. Car malgré les ressources hydrauliques dont dispose le pays, le Gabon peine encore à satisfaire la demande locale qui croît au fil des années.

La gestion de la CNSS et de la CNAMGS confiée au secteur privé

Demandée par le patronat depuis plusieurs années, la gestion de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS) a été confiée le 31 août dernier au secteur privé par le président de la Transition,

le général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA. Cette mesure censée prendre effet immédiatement a été annoncée à la faveur d'une rencontre avec la Fédération des entreprises du Gabon (FEG).

Cette privatisation des deux caisses de prévoyance sociale du Gabon faisait partie des 13 propositions faites par la FEG afin de permettre aux travailleurs du secteur privé d'améliorer leurs conditions de vie et de prise en charge. En effet, la CNAMGS, mise en place en 2007, a pour but de garantir la couverture maladie à l'ensemble de la population gabonaise et d'assurer le service des prestations familiales aux Gabonais économiquement faible (GEF) et la CNSS est chargée d'assurer la sécurité sociale aux travailleurs du secteur privé.

Au cours d'une rencontre avec l'ex-Président Ali BONGO ONDIMBA, le 8 décembre 2022, Henri-Claude OYIMA avait indiqué que ce dernier avait annoncé cette privatisation pour cette année. Pour le général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, « les retraités vivent mal et je veux que ce soit effectif dès maintenant », a-t-il justifié. L'objectif du pouvoir en place est de régler rapidement ce problème qui n'a que trop duré et qui met à mal plusieurs retraités. ●

Brice GOTOA

► INTERNATIONAL

RENVERSEMENTS MILITAIRES AU NIGER ET AU GABON

Similitudes
et différences.



Le continent africain a une nouvelle fois été au centre de l'attention médiatique en raison de la prise de pouvoir par les militaires à Niamey et à Libreville en l'espace d'un peu plus d'un mois seulement. Ces renversements sont-ils pour autant similaires ? Quelles sont leurs différences ? Analyse sans concession..

La prise du pouvoir par les militaires au Gabon et au Niger

En l'espace d'un mois et cinq jours, l'Afrique francophone a connu deux changements non constitutionnels à la tête d'un État. En effet, le 26 juillet 2023 le Président nigérien Mohamed BAZOUM était déposé par le Général Abdourahmane TCHIANI à Niamey tandis que le Président gabonais était mis hors-jeu par le Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA le 30 août 2023. C'est le 7^e renversement de pouvoir par les militaires dans un pays d'Afrique francophone depuis 2020. Jusqu'à présent seuls les pays d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) étaient en proie à de telles situations.

Mais la situation au Gabon, bien que prévisible en raison de la déliquescence du pouvoir et des tensions nées d'un climat politique tendu, semblait hors de portée d'une possibilité. Cependant, en examinant les situations des deux régimes militaires en place, force est de constater que même s'ils partagent des points communs, il y a de nombreux points de différence qui font que ces deux cas ne doivent pas être examinés avec les mêmes éléments d'appréciation. En effet, s'il est aisé de qualifier le Général TCHIANI de « putschiste », le même raisonnement ne s'applique pas au Général OLIGUI NGUEMA.

Les points communs aux deux événements

Les prises de pouvoir à Niamey et à Libreville ont des points communs à savoir un même passé colonial (avec la France), sont des pays francophones et utilisent le franc CFA comme devise. Ce sont les chefs des gardes prétoriennes de Mohamed BAZOUM et d'Ali BONGO ONDIMBA qui ont pris le pouvoir sans effusion de sang. Mais les points communs se limitent là. D'un point de vue démographique, le Niger est très peuplé avec 22 millions d'habitants contre plus de dix fois moins pour le Gabon qui compte à peine 2 millions d'habitants.

De plus, le Niger possède moins de ressources économiques que le Gabon, car le pays sahélien dépend de l'uranium principalement et du pétrole pour ses exportations tandis que le Gabon dispose d'une plus grande variété de ressources minières (pétrole, manganèse, fer) et forestières (grumes) et d'immenses terres arables. Mais les réalités politiques sont également différentes. Le Niger est en proie à l'insécurité djihadiste notamment à sa frontière avec le Burkina Faso et le Mali depuis l'effondrement de la Libye en 2011. Cette insécurité est la cause des bouleversements brutaux que l'on observe au Mali et au Burkina Faso. Les deux pays abritent des bases militaires françaises sur leur sol.

Une transition en marche au Gabon en toute stabilité

La prise de pouvoir au Gabon par les militaires du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI) a été saluée par toutes les composantes de la société gabonaise. Les partis politiques, les confessions religieuses, les ONG, la société civile ont unanimement accueilli avec joie l'arrivée des militaires au pouvoir. Il est vrai que ces derniers étaient face à un dilemme, à savoir : être responsables du bain de sang qui découlerait de l'annonce de la victoire d'Ali BONGO ONDIMBA pour un 3^e mandat à l'issue d'une élection contreversée ou bien mettre un terme à un régime illégitime et entamer un processus de restauration des institutions républicaines vers une véritable démocratie.

En patriotes, ils ont donc décidé de lancer la transition et c'est ce processus qui est en cours. La communauté internationale n'a eu d'autre choix que d'admettre cette réalité et ne reconnaît plus Ali BONGO ONDIMBA comme le chef d'État légal du pays. Preuve que ce changement a été définitivement acté, l'ancien président Ali BONGO ONDIMBA a non seulement été





remis en liberté, mais en plus, il a même annoncé sa volonté d'aider la transition qui l'a renversé ! Seule l'ancienne première dame SYLVIA BONGO ONDIMBA est en résidence surveillée et son fils aîné Noureddin BONGO VALENTIN est poursuivi pour haute trahison par la justice gabonaise. Le Gabon n'a subi aucune sanction économique et toutes ses frontières terrestres, maritimes et aériennes sont de nouveau ouvertes.

Une transition très compliquée au Niger

Quant au Niger, c'est une autre paire de manches. La prise de pouvoir par les militaires a déclenché une grave crise internationale. La CEDEAO a déclenché un train de sanctions économiques contre Niamey. La France et l'UE qui ont

condamné le coup d'État ont par ailleurs suspendu leurs appuis budgétaires au pays. La communauté internationale refuse de reconnaître la transition déclenchée par les membres du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) et demande la restauration de Mohamed BAZOUM dans ses fonctions présidentielles. Le Niger reste sous la menace d'une intervention militaire de la CEDEAO, soutenue par certains pays.

Le Président BAZOUM, qui refuse d'abandonner le pouvoir, demeure en résidence forcée au palais présidentiel avec son épouse et son fils. La tension diplomatique est à son paroxysme avec le retrait de l'immunité diplomatique de l'ambassadeur français Sylvain ITTE par le CNSP qui demande le départ des 1 500 soldats français stationnés sur le territoire nigérien. Les frontières terrestres et aériennes sont encore fermées avec les pays de la CEDEAO qui appliquent les sanctions.

Des situations diamétralement opposées

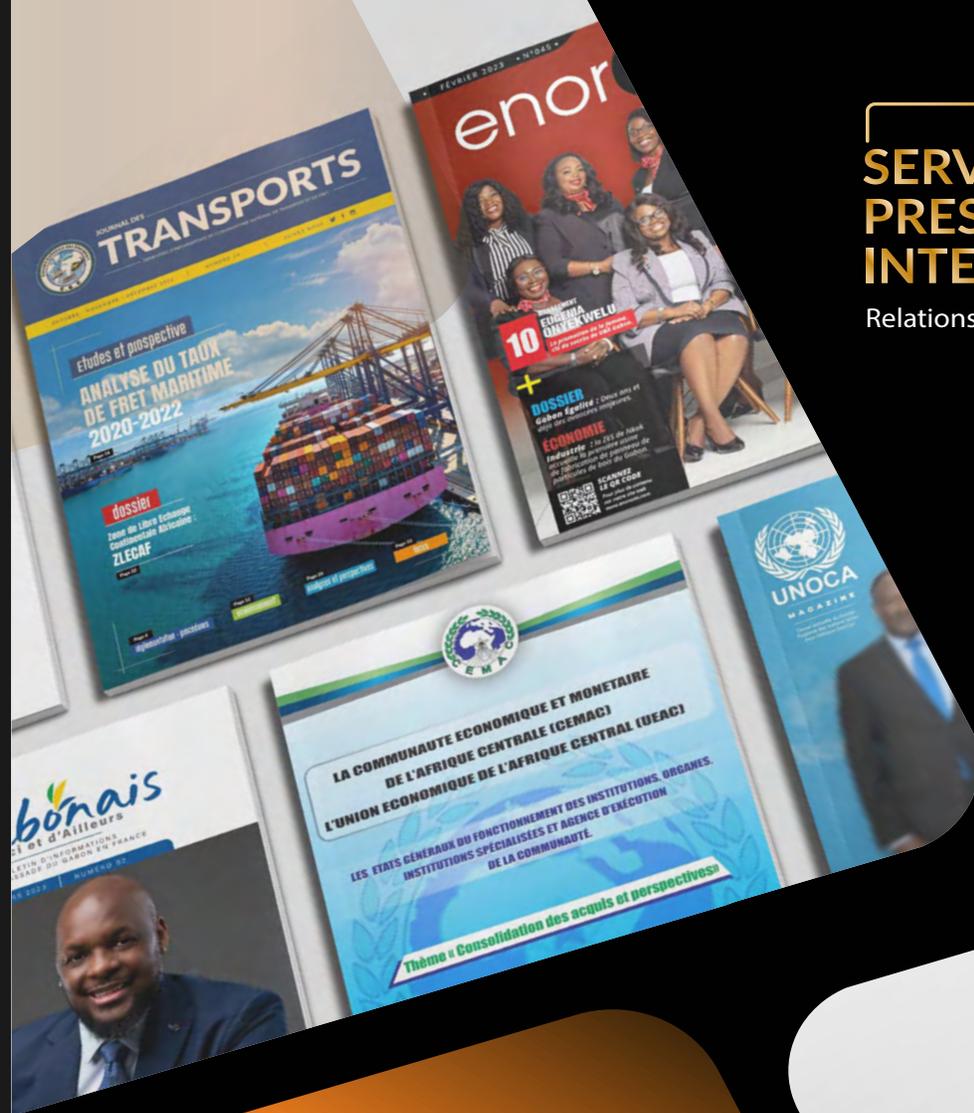
Les changements des régimes de Mohamed BAZOUM et d'Ali BONGO ONDIMBA ont donc en réalité peu de points communs. On a d'un côté du Gabon les militaires du CTRI qui dirigent la transition avec l'adhésion de toutes les forces vives du pays et la reconnaissance de la communauté internationale, sans aucune sanction économique en représailles. Un gouvernement de transition a été installé ainsi que les autres institutions (Cour constitutionnelle, Assemblée nationale, Sénat). De l'autre côté, il y a le Niger dont le CNSP et son gouvernement ne sont toujours pas reconnus par la communauté internationale et font l'objet de sanctions économiques. Autant d'arguments qui prouvent qu'il n'y a pas eu de putsch au Gabon. ●

Jean Paul Augé OLLOMO



SERVICES PRESTIGES INTERNATIONAL

Relations publiques - Communication - Marketing



STRATÉGIE DE COMMUNICATION

- Mise en Oeuvre
- Elaboration des axes de communication
- Choix des canaux et planification des actions de communication

ÉDITION

- Journaux d'entreprises
- Magazines
- Rapports annuels

GRAPHIC DESIGN

- Charte graphique
- Identité visuelle
- Marketing et Publicité

RELATIONS MÉDIA/PRESSE

- Plan média
- Dossier de conférence de presse
- Communication digitale

SPOT PUBLICITAIRE

- Spot TV et Radio
- Spot d'Affiche
- Vidéo

 **+241 77657575**



LES ACIERIES DU GABON

Partenaire Qualité !



FER À BÉTON Fe E500 EXIGÉ PAR LES PROFESSIONNELS DU BÂTIMENT



N° BLEU +241 65 33 42 36



directeur.commercial@acieriesdugabon.com



Zone Industrielle
D'owendo